



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8606^e séance

Mercredi 28 août 2019, à 10 heures

New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Wronecka (Pologne)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Moriko
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M ^{me} Gueguen
Guinée équatoriale	M. Esono Mbengono
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Duclos
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Hickey

Ordre du jour

La situation concernant l'Iraq

Vingt-troisième rapport établi par le Secrétaire général en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité (S/2019/632)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2470 (2019) du Conseil de sécurité (S/2019/660)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation concernant l'Iraq

Vingt-troisième rapport établi par le Secrétaire général en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité (S/2019/632)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2470 (2019) du Conseil de sécurité (S/2019/660)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Iraq à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, à participer à la présente séance.

M^{me} Hennis-Plasschaert participe à la séance d'aujourd'hui par visioconférence depuis La Haye.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/632, qui contient le vingt-troisième rapport établi par le Secrétaire général en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013), et sur le document S/2019/660, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2470 (2019) du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Hennis-Plasschaert.

M^{me} Hennis-Plasschaert (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par rappeler l'importance historique de la visite du Conseil de sécurité en Iraq le 29 juin dernier. Ce jour-là, en 2014, l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL/Daech) déclarait l'instauration de son « califat ». Bien que ce soit là un triste souvenir, nous avons plutôt, durant la visite du Conseil, célébré la liberté et la souveraineté de l'Iraq et salué les énormes sacrifices consentis dans la lutte contre l'EIIL. Le Conseil a donné des assurances importantes, et bien reçues, quant

à la poursuite de son soutien à l'Iraq et à son peuple. Cela a été très apprécié par beaucoup en Iraq.

Il peut être inhabituel de passer immédiatement aux préoccupations en matière de financement, mais, compte tenu des assurances bien reçues du Conseil, je ressens le besoin de partager une fois de plus nos préoccupations concernant le sous-financement persistant du mécanisme de financement pour la stabilisation et du Plan d'aide humanitaire, dont les déficits dépassent 300 millions et 500 millions de dollars, respectivement.

Si le Conseil me le permet, je voudrais donc saisir cette occasion pour exprimer mon espoir sincère de voir la communauté internationale continuer à apporter son généreux soutien. Des progrès ont été réalisés, mais le chemin à parcourir est long et complexe. À l'heure actuelle, les programmes humanitaires post-conflit de l'Iraq que je viens de mentionner, souffrent de ce sous-financement persistant. Par exemple, des services de santé essentiels sont suspendus, des écoles pour les personnes déplacées sont fermées et les cycles de distribution alimentaire sont interrompus. De plus, quelque 1,6 million de personnes déplacées attendent toujours désespérément des jours meilleurs et attendent toujours de pouvoir rentrer chez elles dans la sécurité et la dignité.

Que je sois bien comprise : il est indéniable que beaucoup de bon travail a été accompli. Grâce aux nombreuses contributions des donateurs, des maisons, des routes, des ponts et des lignes électriques ont été reconstruits, pour ne citer que quelques exemples. Et 4,3 millions de personnes sont rentrées chez elles, mais le rythme s'est ralenti, et c'est dans les secteurs de la santé, de l'électricité et de l'eau que les besoins sont les plus pressants.

Naturellement, les donateurs ont demandé au Gouvernement iraquien de faire preuve d'une appropriation partagée en prenant part au financement de ces travaux. Je suis heureuse d'annoncer qu'il y a quelques instants, le Gouvernement a signé un accord de participation aux coûts en vue de commencer à verser ses propres contributions au mécanisme de financement pour la stabilisation.

Je voudrais également évoquer brièvement la Conférence internationale du Koweït pour la reconstruction de l'Iraq, qui s'est tenue il y a presque un an et demi. Le programme de relèvement et de résilience de l'Iraq est actuellement mis en œuvre dans l'ensemble du pays,

et les efforts de mobilisation des ressources ont déjà permis de recueillir près de la moitié des fonds nécessaires. Nous continuerons d'encourager les partenaires de développement à financer ce programme, en particulier par l'entremise du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies.

Pour en revenir à l'aspect politique, les dirigeants irakiens travaillent d'arrache-pied pour faire fond sur les progrès réalisés à ce jour. Comme il a été dit durant la visite du Conseil en Iraq, dresser un tableau pessimiste de la situation ne peut être un objectif en soi. Ce ne serait même pas justifié. Nous ne pouvons pas non plus juger de la situation actuelle sans la replacer dans le contexte du passé irakien. Des décennies d'instabilité continuent d'avoir des répercussions sur la situation présente, et le bout du tunnel n'est toujours pas en vue. Toutefois, il est tout aussi important de ne pas enjoliver la situation actuelle. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître le grand potentiel de l'Iraq, mais la persévérance est essentielle pour en tirer le meilleur parti.

De toute évidence, il ne faut pas attendre du Gouvernement irakien qu'il fasse des miracles du jour au lendemain quand on songe à l'héritage qui lui a été légué et aux nombreuses difficultés de l'heure. La dure réalité est que le Gouvernement a besoin de temps pour combattre de nombreux intérêts partisans étroits et agir.

Il est tout aussi essentiel que les partis politiques et les autres acteurs comprennent que les intérêts du pays doivent l'emporter sur tout le reste. Il doit être clair qu'un gouvernement ne peut agir seul. Il s'agit d'une responsabilité commune.

Comme les membres du Conseil le savent, le Gouvernement fédéral est désormais pleinement constitué, à l'exception du ministère de l'éducation. Des progrès importants ont été accomplis en ce qui concerne les nominations de hauts fonctionnaires aux commissions parlementaires. Le Gouvernement de la Région du Kurdistan est également en place et opérationnel, mais le portefeuille des ressources naturelles reste à pourvoir. Je note que trois Ministres du Gouvernement de la Région sont des femmes, tout comme la Présidente du Parlement de la Région du Kurdistan. Au niveau fédéral, malheureusement, aucune femme n'a encore été nommée.

La bonne nouvelle, c'est que les progrès réalisés dans les processus de formation des deux gouvernements à Bagdad et à Erbil ont généré un élan positif dans les négociations entre les deux capitales, comme

en témoigne également la création d'un comité mixte de haut niveau.

Je ne peux nier que les attentes sont élevées, en particulier sur des dossiers clefs tels que Kirkouk, Sinjar et le partage des recettes. Sur ce dernier point, il est important que toutes les parties admettent qu'au lieu de batailles budgétaires annuelles contre-productives, un accord global et durable s'avérerait bien plus productif. Il va sans dire que je reste disposée à proposer les bons offices de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) afin que les discussions puissent déboucher sur un consensus, suivi de mesures concrètes.

En ce qui concerne Kirkouk, je me félicite de la bonne volonté dont ont fait preuve toutes les parties concernées pour régler enfin la question de la normalisation de la situation à Kirkouk.

Pour ce qui est de Sinjar, je me suis à nouveau rendue dans la région au début du mois. Hélas, j'ai encore constaté des dégâts importants et de lents progrès sur le terrain. La rivalité entre les acteurs de la sécurité et l'absence d'une administration unifiée demeurent les principaux obstacles au progrès. Cette situation limite aussi considérablement l'action humanitaire. Je lance donc à nouveau un appel à toutes les parties prenantes, en particulier aux autorités fédérales et kurdes. En effet, il est grand temps de mettre de côté les intérêts partisans pour aplanir les divergences et donner au plus vite la priorité aux besoins de la population.

Sur le plan économique, le Gouvernement est de plus en plus conscient de l'urgence d'une réforme, notamment par un élargissement de l'assiette fiscale au-delà des hydrocarbures et par l'octroi d'un plus grand rôle au secteur privé dans des domaines allant du développement des infrastructures à la création d'emplois.

Les discussions au plus haut niveau portent sur l'amélioration de la gouvernance, une meilleure gestion des recettes pétrolières, la protection du climat d'investissement face à la corruption et la réforme du secteur bancaire afin de permettre davantage d'investissements étrangers directs et de partenariats public-privé. Ces réformes sont d'autant plus urgentes qu'un risque de creusement du déficit budgétaire pointe à l'horizon avec la hausse des dépenses et la volatilité des prix du pétrole. C'est pourquoi, nous encourageons le Gouvernement irakien à accélérer ses réformes structurelles, à promouvoir la stabilité macroéconomique et financière ainsi qu'une croissance durable et inclusive.

Sur le plan de la politique régionale, nous continuons d'opérer dans un contexte dangereux. Il convient néanmoins de féliciter encore une fois les dirigeants irakiens pour leur attachement indéfectible à la diplomatie multilatérale. Avec beaucoup de dévouement, les dirigeants irakiens s'emploient sans relâche à mobiliser les acteurs régionaux et internationaux pour faire en sorte que leur pays soit un lieu propice à la stabilité, et non un lieu de conflits par pays interposés. Ils ont tout à fait raison. Cela dit, nous devons rester lucides et reconnaître que les tensions actuelles pourraient bien anéantir les efforts déployés aux niveaux national et international pour reconstruire un Iraq stable et prospère. Nous devons par conséquent tout mettre en œuvre pour éviter un tel cas de figure.

Je me félicite également de la volonté du Gouvernement de placer tous les acteurs armés sous le contrôle de l'État. Les décisions prises récemment ont été largement appuyées par l'ensemble de la classe politique. C'est une bonne nouvelle, mais nous n'en sommes qu'aux premiers jours de la mise en œuvre du programme et la phase suivante sera déterminante. De toute évidence, la tolérance zéro à l'égard de tout acteur armé opérant en dehors de tout contrôle de l'État constitue la voie à suivre.

Les travaux portant sur la réforme du secteur de la sécurité devront se poursuivre, car un secteur de la sécurité efficace et financièrement viable est essentiel pour protéger l'Iraq contre les menaces existantes ou émergentes. Les portefeuilles de l'intérieur, de la défense et de la justice ayant été pourvus, j'espère sincèrement que le Gouvernement va maintenant accélérer la reconfiguration de son dispositif de sécurité nationale sur le plan de sa structure, de ses capacités et de ses ressources.

Il importe également de mettre en place rapidement le mécanisme de sécurité conjoint. Celui-ci permettra de mener des opérations conjointes le long des frontières faisant l'objet d'un différend. Une coordination inadéquate donnerait à Daech une marge de manœuvre. En d'autres termes, l'amélioration des performances opérationnelles sur le terrain entre les forces fédérales et les forces régionales kurdes est non seulement souhaitable, mais aussi nécessaire.

Sur le plan de la sécurité intérieure, je tiens également à saluer le courage des forces de sécurité irakiennes. Au lendemain de la défaite territoriale de l'EIL, elles continuent de pourchasser les combattants restants, notamment dans le cadre de l'opération Will of Victory, menée à travers tout le pays ces dernières semaines.

La question du retour des combattants de l'EIL, y compris de leurs proches, de Syrie en Iraq continue de soulever des problèmes considérables. Malheureusement, nous ne disposons toujours pas d'indications précises sur le nombre de personnes concernées, la date de leur départ, les dispositions en matière de contrôle/sécurité et/ou les infrastructures d'accueil à leur retour. Comme je l'ai déjà souligné, si elle n'est pas convenablement réglée, cette question risque d'avoir des répercussions non seulement sur l'Iraq mais aussi sur l'ensemble de la région et bien au-delà.

Il importe également de noter que les questions telles que la garantie d'une procédure régulière et l'établissement des responsabilités ne sauraient être laissées à la seule appréciation des tribunaux. Un dialogue structuré est nécessaire pour définir avec précision la manière dont le Gouvernement irakien gèrera ce processus, ce qui permettra de définir les modalités de l'assistance des Nations Unies.

Je tiens également à souligner l'importance primordiale de garanties solides en matière de détention, de garanties d'une procédure régulière et de procès équitables. Le respect des obligations en matière de droits de l'homme témoignerait non seulement d'un attachement à la justice et à l'obligation de rendre des comptes, mais constituerait aussi un élément de base nécessaire à la réconciliation et à la cohésion sociale. De plus, cela éviterait que l'histoire se répète. Nous sommes tout à fait conscients du fait que toute une série de griefs, notamment des procès inéquitables et des mauvais traitements infligés aux détenus, ont été exploités par l'EIL pour justifier ses desseins violents. Que cela nous plaise ou non, aujourd'hui, trop de communautés continuent de se sentir marginalisées. En conséquence, de nombreuses personnes restent vulnérables à la propagande extrémiste. Cela constitue, à mes yeux, une des principales raisons pour lesquelles il faut établir une présence permanente à Mossoul. Il me plaît d'annoncer que notre bureau de Mossoul ouvrira ses portes début septembre.

Malheureusement, comme nous l'avons déjà souligné, on ne peut venir à bout, du jour au lendemain, de la corruption généralisée. Comme je l'ai indiqué la dernière fois (voir S/PV.8531), il est essentiel d'obtenir des résultats concrets. Un appel récent à la levée de l'immunité des députés accusés de corruption pourrait annoncer un pas dans la bonne direction. Mais encore une fois, ce qui compte, c'est le résultat final.

En ce qui concerne les élections, la Chambre des députés irakienne a récemment modifié la loi

électorale relative aux conseils provinciaux. Je dois dire que certaines dispositions sont très préoccupantes, car elles pourraient risquer de priver du droit de vote une grande partie des électeurs. En outre, la transparence et la responsabilité des institutions et des processus électoraux ne sont pas suffisamment garanties à l'heure actuelle. Bien que les élections prévues en avril 2020 soient cruciales et attendues depuis longtemps, j'ai clairement indiqué que des élections libres, justes et crédibles sont essentielles au rétablissement de la confiance de la population. En d'autres termes, la MANUI continuera d'insister sur la nécessité de garantir le droit au suffrage universel ainsi que la transparence et la responsabilisation des institutions et des processus électoraux - autant d'éléments indispensables au caractère inclusif et à la crédibilité des élections.

Avec votre permission, Madame la Présidente, je voudrais aborder à présent la question des Koweïtiens, des ressortissants de pays tiers et des biens koweïtiens disparus, y compris les archives nationales. Il me plaît d'annoncer une avancée importante à cet égard. Des échantillons de restes humains exhumés en mars sur un site funéraire dans la province de Mouthanna, en Iraq, ont maintenant été identifiés comme étant ceux de plusieurs des Koweïtiens que nous recherchons. Les analyses d'ADN se poursuivent sur d'autres restes humains. Je peux également confirmer qu'aujourd'hui, plus de 40 000 ouvrages koweïtiens appartenant à l'Amiri et aux archives nationales ont été remis par le Gouvernement iraquien aux autorités koweïtiennes.

Je tiens, à ce propos, à saluer la coopération constructive entre l'Iraq et le Koweït, sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge, avec l'aide précieuse de la Commission tripartite. J'espère sincèrement que les récentes découvertes apporteront enfin un certain réconfort aux familles des personnes disparues, auxquelles nous adressons nos plus sincères condoléances.

Je voudrais, pour terminer, souligner que les défis considérables auxquels l'Iraq est confronté n'ont pas surgi du jour au lendemain et ne sont pas uniquement le fruit des actions irakiennes. Ils ne pourront donc pas être relevés du jour au lendemain. En d'autres termes, les Irakiens doivent aller de l'avant dans l'unité et, surtout, avec une communauté internationale engagée à leurs côtés.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Hennis-Plasschaert de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Hennis-Plasschaert de son nouvel exposé très instructif sur les progrès réalisés par le Gouvernement iraquien pour renforcer la stabilité et la prospérité dans l'intérêt son peuple.

Afin de parvenir à la défaite durable de l'État islamique d'Iraq et du Cham (EIIL) et de stabiliser avec succès les zones qu'il contrôlait, toutes les communautés irakiennes doivent pouvoir se sentir en sécurité. La sécurité dépend du départ des groupes armés déstabilisateurs des zones libérées et de leur remplacement par des forces de sécurité professionnelles assujetties aux ordres de Bagdad et appliquant l'état de droit. Nous appuyons fermement la pleine application du décret 237, annoncé par le Premier Ministre Al-Mahdi en juillet, qui vise à placer toutes les forces de mobilisation populaire sous le contrôle exclusif du Gouvernement iraquien.

Comme les membres du Conseil le savent fort bien, les États-Unis s'inquiètent depuis longtemps des activités dangereuses de l'Iran et de ses effets déstabilisateurs sur la région, notamment en Iraq. Les événements récents ont démontré le bien-fondé de nos craintes. L'appui apporté par l'Iran à des groupes armés déstabilisateurs en Iraq, opérant en dehors du contrôle du Gouvernement, compromet la souveraineté de l'Iraq et menace la sécurité des civils. Nous demandons que ces groupes armés déstabilisateurs soient retirés des centres civils et remplacés par des forces de sécurité professionnelles qui répondent aux ordres de Bagdad et soient chargées de faire respecter l'état de droit.

Les forces américaines opèrent en Iraq à l'invitation du Gouvernement iraquien. Nous appuyons la souveraineté de l'Iraq et nous sommes prononcés à plusieurs reprises contre tout acte de la part de personnes mal intentionnées incitant à la violence en Iraq. Le Gouvernement iraquien a le droit de contrôler sa propre sécurité intérieure et il a la responsabilité de se protéger contre les effets corrosifs des groupes armés dont les actes compromettent le relèvement de l'Iraq et la stabilité régionale.

Nous nous félicitons des progrès accomplis dans la formation du Gouvernement mais remarquons, comme l'a fait la Représentante spéciale, qu'aucun portefeuille gouvernemental n'a été attribué à une

femme et que seuls deux postes au sein des commissions parlementaires sont occupés par des femmes. Nous engageons le Gouvernement iraquien à nommer des candidates qualifiées à des postes de responsabilité.

La poursuite des mesures anticorruption est essentielle pour la stabilité à long terme et la croissance économique de l'Iraq. Nous exhortons le Gouvernement iraquien à intensifier ses efforts en ce sens.

Nous nous félicitons de la poursuite de la coopération entre le Gouvernement iraquien et la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) concernant les préparatifs des élections aux conseils provinciaux prévues en avril prochain. Les amendements à la loi électorale, adoptés en juillet par la Chambre des députés, constituent un pas important dans la préparation de ces élections. Nous exhortons le Gouvernement iraquien à redoubler d'efforts pour inscrire les électeurs irakiens remplissant les conditions requises dans le système d'inscription biométrique des électeurs afin qu'ils puissent s'exprimer. La stabilité à long terme de l'Iraq dépend également de l'engagement et de la capacité des dirigeants du pays à fournir des services civils et sociaux essentiels à la population, notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation et des infrastructures.

Ces efforts participeront au rétablissement de la confiance de la population dans les institutions gouvernementales et sont indispensables pour réunir les conditions de la stabilité et de la prospérité pour tous. Nous continuons d'accorder la priorité à la restauration des services et des infrastructures essentiels dans les zones qui ne sont plus sous le contrôle de l'EIIL. Des dons supplémentaires s'imposent d'urgence pour le mécanisme de financement pour la stabilisation et le relèvement du Programme des Nations Unies pour le développement et, comme nous l'avons annoncé cette année, les États-Unis contribueront à hauteur de 100 millions de dollars à ces efforts. Nous appelons d'autres membres de la communauté internationale à faire de même. Nous saluons l'annonce faite aujourd'hui par le Gouvernement iraquien concernant le versement de 33 millions de dollars.

L'intégration régionale est une condition préalable pour garantir un avenir pacifique et prospère à l'Iraq. Le Koweït et d'autres pays arabes voisins ont agi dans ce sens ces derniers mois. Nous saluons et appuyons le rôle de la MANUI dans cet effort, notamment la signature, au début du mois, d'un mémorandum d'accord entre la MANUI et le Gouvernement iraquien portant création

du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction et le relèvement de l'Iraq, en appui au cadre de relèvement et de développement mis en place par l'Iraq. Il s'agit là d'un pas dans la bonne direction pour que la communauté internationale réponde d'urgence aux besoins immédiats de stabilisation humanitaire de l'Iraq et aux besoins de développement à long terme, en veillant notamment au respect des engagements internationaux pris à la Conférence internationale du Koweït pour la reconstruction de l'Iraq, tenue en 2018.

Nous appuyons les efforts que continuent de déployer le Gouvernement iraquien, la MANUI et le Comité international de la Croix-Rouge pour régler la question toujours ouverte des personnes et des biens koweïtiens disparus pendant la première guerre du Golfe. La découverte récente de restes humains à Samaoua et les efforts déployés pour les identifier de manière certaine constituent un pas vers la réconciliation et l'apaisement entre le Koweït et l'Iraq.

Nous saluons les efforts en cours pour améliorer les relations entre Bagdad et Erbil. Nous notons toutefois avec préoccupation la persistance des désaccords concernant les autorités pétrolières et le partage des recettes, et exhortons le Gouvernement fédéral iraquien et le Gouvernement de la Région du Kurdistan à régler ces questions aussi rapidement que possible.

Le soutien apporté aux communautés religieuses et ethniques menacées demeure une priorité absolue pour les États-Unis. La diversité de l'Iraq est essentielle à sa richesse et à sa force en tant que nation. Nous encourageons la MANUI à continuer de faire participer ces communautés partout en Iraq. Nous exhortons le Gouvernement iraquien à venir en aide d'urgence à ces communautés, notamment en empêchant les groupes armés de faire obstacle à leur retour dans leurs foyers et leurs villages.

Alors que l'Iraq continue de progresser, il faut intensifier les efforts visant à stabiliser les zones autrefois sous contrôle de l'EIIL, à remédier d'urgence au sort des personnes déplacées et des membres de leur famille et à intégrer davantage les Irakiens dans la région avoisinante. Grâce à l'appui continu de la MANUI, ces efforts permettraient à l'Iraq de jouir d'un avenir prometteur, prospère et stable.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général de son exposé. Elle peut compter sur le plein appui de l'Allemagne, tout comme

la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). L'Allemagne se tient également aux côtés du Gouvernement et du peuple irakiens.

Depuis 2014, l'Allemagne a contribué à hauteur de plus de 1,7 milliard d'euros, et nous restons déterminés à appuyer l'Iraq. Comme l'a souligné la Représentante spéciale, beaucoup a été fait et beaucoup a été accompli, mais il est vrai que la stabilisation, le relèvement et la reconstruction ne peuvent être couronnés de succès que si tous les acteurs – y compris le Gouvernement irakien, bien sûr – intensifient leurs efforts et apportent leur concours financier. Dans ce contexte, nous nous félicitons vivement de la signature d'un accord de participation aux coûts par le Gouvernement irakien qui va désormais contribuer aux besoins de financement, ainsi que l'a indiqué la Représentante spéciale dans son exposé.

Nous notons également avec satisfaction que la formation du Gouvernement est presque achevée. Nous espérons que les dirigeants politiques irakiens mettront à profit cette nouvelle dynamique pour pourvoir les postes encore vacants. Comme la Représentante spéciale l'a dit aujourd'hui, au niveau fédéral, pas une seule femme n'a encore été désignée à un poste de haut niveau. Nous encourageons le Gouvernement irakien à le faire.

Étant donné que sa formation est presque achevée, le Gouvernement irakien peut maintenant se concentrer sur sa tâche principale, qui est d'appliquer les réformes nécessaires, d'œuvrer à la réconciliation, de renforcer la prestation des services publics, de répondre aux besoins fondamentaux de tous ses citoyens et d'améliorer les conditions de vie de tous les Irakiens. L'Allemagne se félicite des mesures prises à ce jour par le Gouvernement et le Parlement irakiens, en particulier dans la lutte contre la corruption. Nous exhortons toutes les parties concernées à poursuivre leurs efforts dans ce domaine, qui est essentiel à la mise en place d'institutions publiques viables et réactives, ainsi qu'au rétablissement de la confiance de la population et des investisseurs étrangers potentiels. Nous saluons également la décision de renforcer le contrôle de l'État sur toutes les forces armées et appelons à l'application de ces décisions.

En ce qui concerne les relations entre la capitale et le Gouvernement de la Région du Kurdistan, nous nous félicitons de la formation du Gouvernement dans cette région et de l'évolution positive des relations entre Bagdad et Erbil. Nous appelons les deux parties à continuer d'améliorer les relations entre leurs deux

gouvernements afin de trouver des solutions durables aux questions en suspens, notamment en ce qui concerne les recettes pétrolières et le partage des revenus.

L'application du principe de responsabilité est une condition préalable à la réconciliation et au retour des quelque 2 millions de personnes toujours déplacées en Iraq. Il ne saurait y avoir de paix pérenne ni de relèvement postconflit couronné de succès sans justice. Cela inclut la responsabilité en matière de violence sexuelle et fondée sur le genre et une approche axée sur les rescapés, conformément à la résolution 2467 (2019).

Je voudrais également réaffirmer notre plein appui à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) à répondre de ses crimes et à son conseiller spécial, M. Karim Khan. Le travail de l'Équipe d'enquêteurs sera essentiel à la poursuite effective des auteurs de crimes commis au nom de l'EIIL. Il est primordial que toutes les procédures judiciaires soient pleinement conformes aux garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable, conformément aux obligations internationales de l'Iraq en matière de droits de l'homme. Cela comprend notamment le traitement équitable des accusés présumés de l'EIIL et de leur famille.

En ce qui concerne les aspects régionaux mentionnés par la Représentante spéciale, et de manière plus générale, nous devons éviter une nouvelle escalade régionale. Il est essentiel de poursuivre les efforts en matière de désescalade et de réduction des tensions dans la région. Nous devons maintenir le dialogue, en particulier entre les partenaires régionaux. Ce dialogue et cette désescalade sont également cruciaux pour la stabilité de l'Iraq. C'est pourquoi nous félicitons le Gouvernement irakien de sa coopération active et de son rôle constructif à cet égard.

Avant de terminer, je voudrais dire un dernier mot sur la question du climat et de la sécurité. L'Iraq est un des pays du Moyen-Orient les plus exposés aux risques sécuritaires liés aux changements climatiques, tels que ceux provoqués par des vagues de chaleur prolongées, une variabilité accrue des précipitations et de longues périodes de sécheresse. Depuis le mois de mai, 16 185 hectares de terres agricoles ont pris feu, causant la mort de 13 civils. Ces incendies étaient principalement causés par une chaleur et une sécheresse intenses. Aussi encourageons-nous la MANUI à axer son dialogue régional non seulement sur l'énergie, l'environnement, l'eau et les réfugiés, mais aussi sur les effets néfastes des

changements climatiques sur l'écologie et, partant, sur la stabilité de la région.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M^{me} Jeanine Hennis-Plasschaert de son exposé très utile et complet. L'État du Koweït salue et appuie le travail de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), conformément à son mandat et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Nous avons examiné le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans l'exécution du mandat de la MANUI (S/2019/660), ainsi que celui sur les faits nouveaux concernant les nationaux du Koweït et de pays tiers portés disparus et les biens koweïtiens disparus, y compris les archives nationales (S/2019/632).

Les relations bilatérales du Koweït avec la République d'Iraq ont continué à évoluer positivement. Des mesures ont été prises par les dirigeants des deux pays dans un esprit de fraternité et de bon voisinage. Les visites bilatérales au plus haut niveau, notamment la visite de l'Émir du pays, S. A. le cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, en juin, ainsi que les réunions des comités bilatéraux mixtes, constituent des indicateurs importants de la promotion de cette coopération, alors que nous cherchons à tourner la page d'un passé douloureux et à ouvrir un nouveau chapitre axé sur un partenariat productif, qui permettra de régler les questions en suspens.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, l'État du Koweït a apporté son appui et son assistance au peuple frère iraquien, après avoir surmonté les circonstances qui nous en avaient empêchés par le passé, tout en poursuivant nos intérêts profondément ancrés. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer sur cette voie en saisissant les occasions prometteuses qui s'offrent à nous afin d'améliorer nos relations et d'assurer le progrès et la prospérité auxquels aspirent nos peuples amis.

À cet égard, nous saluons la détermination de l'Iraq à s'acquitter de toutes les obligations internationales qu'il lui reste à remplir envers l'État du Koweït, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil. Nous sommes prêts à fournir un appui et une assistance pour accélérer la réalisation de ces obligations, en particulier en ce qui concerne les engagements humanitaires relatifs aux nationaux du Koweït et de pays tiers portés disparus depuis la libération de l'État du Koweït en 1991. Sur les 605 personnes portées disparues, 236 ont été identifiées.

Les familles des personnes prises en otage et portées disparues continuent de souffrir, mais nous espérons qu'elles en sauront bientôt davantage sur le sort de leurs proches, étant donné les derniers faits nouveaux concernant l'exhumation et l'analyse de dépouilles de nationaux koweïtiens dont on avait perdu la trace. Nous espérons aussi que d'autres lieux d'inhumation potentiels seront identifiés afin de pouvoir, à terme, clore ce dossier humanitaire. Le Koweït, pour sa part, n'a ménagé aucun effort pour appuyer les actions en ce sens. Nous estimons que de nouveaux progrès sont possibles si nous redoublons d'efforts et mettons en œuvre les programmes et les plans convenus. Nous exhortons l'Iraq à poursuivre sa coopération constructive avec la Commission tripartite et son sous-comité technique sous la direction du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Nous saluons et apprécions à sa juste valeur le rôle important joué par le CICR à cet égard.

En ce qui concerne les biens koweïtiens disparus, en particulier les archives nationales, dont on ne sait toujours pas où ils se trouvent, les progrès restent limités. Nous nous félicitons des efforts menés par les autorités irakiennes, qui ont remis ce matin à l'État du Koweït, sous la supervision de l'ONU, plus de 42 000 livres sur les quelque 120 000 qui appartenaient à la Bibliothèque nationale et à l'Université de l'État du Koweït. Nous formons le vœu que la coopération se poursuive afin de restituer les biens saisis pendant l'occupation iraquienne, en particulier les archives nationales.

Nous avons également suivi avec beaucoup d'intérêt l'évolution de la situation en Iraq. Des progrès importants ont été accomplis récemment sur les plans de la sécurité et de la stabilité politique et économique, malgré les défis auxquels l'Iraq est confronté. Nous avons pu constater ces progrès de première main lors de la visite du Conseil en Iraq coprésidée par le Koweït et les États-Unis d'Amérique à la fin juin. Nous savons que la période à venir sera déterminante pour que l'Iraq puisse surmonter ces défis. Toutefois, nous sommes convaincus que le pays avance résolument vers la réalisation de ses aspirations afin de ne pas retomber dans les tourmentes du passé.

Nous réaffirmons notre appui au Gouvernement iraquien dans la mise en œuvre de ses programmes de réforme. Cela suppose des efforts collectifs pour promouvoir la réconciliation nationale entre les Irakiens de toutes origines et privilégier l'intérêt public, lutter contre la corruption, améliorer la qualité des services publics et assurer la sécurité, ce qui permettra à l'Iraq de

retrouver la place qui lui revient sur la scène régionale et internationale. Nous nous félicitons du rôle que joue la MANUI à l'appui de ces efforts, conformément à son mandat.

Pour terminer, l'État du Koweït est prêt à poursuivre sa coopération avec l'Iraq au cours de cette phase pour appuyer les efforts de reconstruction et de relèvement et réparer les dégâts subis par l'Iraq, conformément aux conclusions de la Conférence internationale pour la reconstruction de l'Iraq, qui s'est tenue au Koweït. Nous exhortons tous les pays qui ont participé à la Conférence à honorer leurs engagements. Nous attendons avec intérêt la mise en place d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de ces engagements, en coopération et en coordination avec le Gouvernement iraquien, en vue de répondre aux aspirations du peuple iraquien.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M^{me} Hennis-Plasschaert de son exposé et du travail important qu'elle et son équipe de professionnels accomplissent à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

Tout d'abord, sur le plan politique, nous saluons les progrès accomplis récemment avec les nominations aux portefeuilles de la défense, de l'intérieur et de la justice, ce qui fait que la formation du Gouvernement est presque achevée. Toutefois, nous regrettons qu'aucune femme n'ait été nommée à ces postes, alors que deux candidates s'étaient présentées pour le poste de Ministre de l'éducation. Dans le même ordre d'idées, nous nous félicitons également de l'accord conclu sur la formation du Gouvernement de la Région du Kurdistan. À cet égard, nous saluons la nomination de trois femmes à des postes ministériels et d'une femme en tant que Présidente du Parlement de la Région du Kurdistan, une première. Nous estimons que des progrès importants ont été accomplis sur le plan politique, ce qui permettra aux autorités de mettre enfin en œuvre le programme du Gouvernement visant à promouvoir la stabilité, le développement et la sécurité du peuple iraquien.

Nous espérons que les efforts pour améliorer les relations entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan se poursuivront et que ceux-ci pourront régler définitivement leurs désaccords au sujet des recettes pétrolières et des dispositions relatives à la sécurité, notamment la suppression des contrôles douaniers internes. Nous nous félicitons en outre de l'initiative de prendre des mesures pour attirer les investissements dans le pays, car il s'agit d'un outil essentiel pour stimuler la croissance

économique et la création d'emplois et ainsi, améliorer les conditions de vie des citoyens.

S'agissant de la sécurité, nous sommes conscients que la résurgence du terrorisme en Iraq constitue de toute évidence une menace pour la paix et la sécurité de ce pays et de la région. À cet égard, nous nous félicitons de la vigoureuse campagne antiterroriste menée par les autorités nationales. Toutefois, nous estimons qu'il importe de renforcer la coopération régionale et internationale pour lutter contre le terrorisme et éviter qu'il ne gagne en puissance comme par le passé.

En ce qui concerne le volet humanitaire, nous voudrions appeler les autorités nationales et locales à mener une action coordonnée et à améliorer les processus bureaucratiques afin de permettre aux organisations humanitaires de fournir en temps voulu l'aide nécessaire aux millions de personnes qui sont toujours déplacées. D'autre part, nous voudrions saluer le travail louable effectué par le Centre de coordination de la lutte antimines pour atténuer les risques posés par les restes explosifs de guerre dans le pays. Par ailleurs, nous nous félicitons du fait que les femmes participent aux activités de déminage et que les équipes chargées de ces activités sont composées à égalité de femmes et d'hommes.

Pour ce qui est des questions en suspens avec le Koweït, nous notons avec satisfaction les mesures prises dans le cadre des enquêtes menées à la suite des travaux d'excavation effectués dans le district de Samaoua en mars dernier. Nous saluons donc les efforts déployés par les membres du Mécanisme tripartite en vue de la poursuite des activités concernant la recherche des prisonniers et des personnes disparues signalés par le Koweït ainsi que la restitution des dépouilles, des biens et des archives nationales.

Pour terminer, nous sommes préoccupés par les tensions entre certains pays, notamment de la région, qui pourraient donner lieu à des affrontements sur le territoire iraquien. Nous exhortons par conséquent les pays concernés à réfléchir à leur position et à consentir des efforts concrets pour désamorcer ces tensions et rétablir la stabilité, qui est indispensable.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue la tenue de cette séance d'information sur la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et félicite M^{me} Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MANUI, pour son exposé instructif sur les derniers

développements ainsi que les défis persistants à la paix et à la stabilité en Iraq.

La Côte d'Ivoire salue l'esprit de compromis ayant prévalu au sein de la classe politique iraquienne et qui a permis de pourvoir les postes ministériels vacants de la justice, de l'intérieur et de la défense. Elle encourage les acteurs politiques irakiens à poursuivre dans cette voie, en vue de la nomination d'une personnalité consensuelle à la tête du Ministère de l'éducation, dont la mission est cruciale, notamment dans les zones affectées par la guerre. La formation complète du Gouvernement devrait permettre de prendre en charge les besoins sociaux de base, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'électricité. L'élection des présidents, vice-présidents et rapporteurs des commissions du Parlement, maillon essentiel du dispositif institutionnel, est également à saluer.

Par ailleurs, mon pays exhorte les autorités irakiennes à veiller à la prise en compte effective de la dimension du genre dans leurs efforts de maintien et de consolidation de la paix. De même, au regard de la situation humanitaire particulièrement alarmante dans certaines régions irakiennes, mon pays voudrait exhorter la communauté internationale à poursuivre ses efforts pour la mobilisation des ressources nécessaires au financement du plan d'intervention humanitaire des Nations Unies pour 2019, d'un montant de 701,2 millions de dollars américains, dont seulement 41,1 % ont été recueillis à ce jour.

La Côte d'Ivoire se félicite de la coopération entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan. Elle souhaite que le dialogue soit maintenu, afin de trouver des solutions mutuellement satisfaisantes aux questions du partage des ressources pétrolières et de la dette du Kurdistan.

S'agissant de la lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant, qui reste encore actif malgré sa défaite militaire, mon pays appelle à un appui conséquent aux forces irakiennes, en termes de renforcement des capacités. Ma délégation salue, à cet égard, la coopération constructive entre l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, la MANUI et le Gouvernement iraquien. Pour mon pays, il est en effet impératif de mettre en œuvre le principe de reddition des comptes pour les crimes commis par Daech, conformément aux dispositions de la résolution 2379 (2017), afin de garantir le droit aux victimes, dans le cadre de procès équitables.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire appelle à la poursuite de la coopération entre les Gouvernements iraquien et koweïtien, à l'effet d'apporter une solution définitive à la question des ressortissants koweïtiens portés disparus, ainsi que celle de la restitution des biens saisis.

Au regard des défis multiformes auxquels l'Iraq est confronté, mon pays voudrait réitérer son appel à la communauté internationale à poursuivre son soutien au Gouvernement iraquien dans ses efforts de reconstruction post-crise.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire renouvelle son plein appui à la MANUI et à la Représentante spéciale du Secrétaire général, pour leur engagement continu en faveur de la paix, de la stabilité durable et du développement en Iraq.

M. Pecsteen de Buytsverve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier M^{me} Jeanine Hennis-Plasschaert pour son exposé.

L'Iraq se trouve à un moment clef de son histoire. Beaucoup de progrès ont été réalisés, mais il reste de multiples défis. La Belgique salue la formation du Gouvernement fédéral, à présent presque complet. Pour relever les nombreux défis, l'Iraq a, en effet, besoin d'un gouvernement solide et inclusif, soutenu par des institutions fortes et un service public performant. La Belgique appelle à nommer également des femmes à des postes de décision.

La Belgique encourage le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour mettre en œuvre son programme. Le décret exécutif 237, selon lequel les forces de mobilisation populaire devraient être sous le contrôle exclusif du Gouvernement, constitue notamment une avancée importante.

La Belgique espère une mise en œuvre rigoureuse de cette mesure par toutes les parties concernées. Par ailleurs, exerçant la présidence du Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé, la Belgique encourage le Gouvernement iraquien à élaborer, signer et mettre en œuvre un plan d'action sur cette question, avec l'appui de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Il s'agirait d'un geste important pour contribuer à la radiation de l'Iraq de la liste figurant en annexe du rapport annuel du Secrétaire général.

Nous nous réjouissons également de l'attention portée par le Gouvernement à la lutte contre la corruption. D'autres défis importants demeurent, à savoir la situation économique et l'environnement des affaires.

La fourniture de services de base à la population, ainsi que la création d'emplois, sont des facteurs importants pour le soutien continu de la population. Le fait que la situation dans le sud du pays semble rester plus calme que les dernières années est une évolution positive, mais une attention continue reste nécessaire. En outre, étant donné la forte influence des effets des changements climatiques sur l'Iraq et sa population, il est souhaitable que la MANUI joue un rôle accru dans ce dossier.

À l'heure où l'Iraq se tourne vers l'avenir, la réconciliation est d'une importance primordiale. Celle-ci doit se poursuivre et permettre aux familles de retourner dans leurs communautés et de reprendre une vie normale. Nous appuyons l'importante mission que la MANUI remplit afin de promouvoir un climat de justice et de protection des droits de l'homme.

Enfin, le contexte sécuritaire et la réforme de ce secteur restent un défi pour les autorités irakiennes. En effet, bien que l'État islamique soit vaincu militairement, les causes qui avaient permis à Daech de se développer demeurent. Il faut donc tout faire pour éviter une résurgence de ce groupe terroriste.

Finalement, l'Iraq et son peuple ne pourront s'épanouir pleinement à nouveau que dans un contexte de stabilité tant qu'intérieure que régionale. Les principes fondamentaux du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale devraient guider les actions. Nous appelons à un engagement commun de la part de la région et de la communauté internationale dans ce sens.

M. Duclos (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la présidence du Conseil d'avoir organisé la présente séance et la Représentante spéciale, M^{me} Jeanine Hennis-Plasschaert, de son exposé très instructif.

Nous souhaitons tout d'abord souligner les progrès accomplis sur la voie de la mise en place complète du Gouvernement fédéral en Iraq, avec la récente nomination des Ministres de la justice, de l'intérieur et de la défense. Cela illustre la capacité de trouver un terrain d'entente sur le plan politique, ce qui relève de la responsabilité de toutes les parties, comme l'a indiqué la Représentante spéciale.

Toutefois, nous sommes préoccupés par le fait que le poste de ministre de l'éducation est toujours vacant. Il serait souhaitable qu'il soit occupé par une femme, ce qui, selon nous, contribuerait au renforcement de la démocratie irakienne. Nous rappelons que cette demande a été formulée par la mission du Conseil lors de sa visite dans le pays à la fin du mois de juin, au

cours de laquelle le plein attachement du Conseil au processus de réconciliation et de stabilisation de l'Iraq et de l'ensemble de la région a été réaffirmé.

Nous nous félicitons que le processus politique s'accompagne également d'efforts de reconstruction du pays, notamment en faveur de la promotion des investissements, de l'infrastructure de base et de la relance de l'économie. Nous saluons par conséquent la signature d'un mémorandum d'accord entre le Gouvernement irakien et l'ONU portant création du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction et le relèvement de l'Iraq, qui contribuera à orienter au mieux les fonds promis par la communauté internationale à la Conférence internationale du Koweït, ainsi qu'à stimuler de nouveaux investissements directs. Cela doit aller de pair avec l'engagement ferme du Gouvernement à lutter contre la corruption.

De surcroît, nous jugeons essentiel que la communauté internationale appuie la lutte contre les activités terroristes des derniers éléments de Daech, notamment en assurant l'application du principe de responsabilité pour les crimes atroces commis. Comme d'autres délégations, nous saluons l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, dont l'action non seulement permettra de garantir la lutte contre l'impunité, mais aussi contribuera à la réconciliation du pays.

Nous nous félicitons également de la publication du décret exécutif 237 relatif aux forces de mobilisation populaire, grâce auquel la lutte contre les derniers éléments de Daech pourra être menée sans équivoque et de manière centralisée par des responsables pleinement attachés à la vision de l'État.

De la même manière, nous nous félicitons que le Gouvernement irakien soit disposé à contribuer aux efforts régionaux en faveur de la stabilité et à la création d'une zone exempte de conflit, en favorisant des relations amicales en vue de surmonter les tensions par la voie du dialogue avec les États voisins. À cet égard, nous accueillons positivement les progrès réalisés en ce qui concerne les biens, les archives et les personnes disparues koweïtiennes, sur la base d'une coordination conjointe entre les deux pays.

Nous voudrions conclure en soulignant le rôle joué par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq dans tous ces processus, en particulier ses initiatives visant à faire participer les jeunes irakiens

aux efforts de promotion de la paix et du développement, et sa contribution à l'action humanitaire nécessaire dans le pays.

M^{me} Gueguen (France) : Je tiens moi aussi à remercier la Représentante spéciale, M^{me} Jeanine Hennis-Plasschaert, pour son intervention éclairante qui a permis de faire un point complet sur l'évolution de la situation en Iraq, ainsi que sur le travail de l'ensemble des équipes de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), que je salue particulièrement.

Je souhaite souligner d'abord l'importance de travailler à la consolidation de la dynamique positive qui est à l'œuvre en Iraq. C'est l'un des enseignements majeurs de la visite du Conseil à Bagdad à la fin du mois de juin. La poursuite des efforts déployés par les autorités irakiennes pour ouvrir une nouvelle page de l'histoire de leur pays doit être saluée et encouragée. C'est pourquoi, dans la continuité des élections qui ont permis l'approfondissement du processus démocratique en Iraq, les nominations à trois des quatre portefeuilles ministériels du Gouvernement fédéral qui restaient vacants sont une étape positive supplémentaire. Nous saluons également les dernières nominations à la tête du Gouvernement de la Région du Kurdistan.

L'adoption par le Premier Ministre irakien du décret 237, qui vise à renforcer le contrôle de l'État sur les unités de mobilisation populaire, participe également de cette dynamique de stabilisation. Les mesures de ce décret doivent désormais être mises en œuvre pour pouvoir produire leurs effets. Cette dynamique positive sur le plan politique doit se poursuivre afin de répondre aux attentes de la population irakienne, notamment en termes de services publics, et pour améliorer le climat des investissements, et ceci dans le cadre d'un Iraq uni, fédéral, démocratique et respectueux de l'ensemble de ses composantes. À ce titre, nous encourageons Bagdad et Erbil à poursuivre leurs discussions en vue de régler de manière durable les points de désaccord encore en suspens.

La consolidation des acquis est essentielle à l'heure où l'Iraq est à la croisée des chemins, ce qui implique d'être vigilant et actif sur au moins quatre points, qui sont autant de défis pour lesquels l'Iraq doit agir mais doit aussi pouvoir compter sur notre aide.

Je pense en premier lieu au défi que représentent les tensions régionales actuelles pour la stabilité de l'Iraq. La priorité donc doit aller à la désescalade par le dialogue. Tout doit être fait pour que l'Iraq ne redevienne

pas l'un des théâtres d'un affrontement régional plus vaste, au risque de remettre en cause tous les progrès réalisés au cours des derniers mois. La France apporte à cet égard son plein soutien aux efforts des autorités irakiennes en vue de faciliter un dialogue régional et de conforter une diplomatie équilibrée. La France rappelle son attachement au respect de la souveraineté et de l'intégrité du territoire irakien.

Je pense en second lieu à la menace que Daech continue de faire peser sur la stabilité de l'Iraq, à l'heure où il se réorganise par le biais de cellules clandestines. Il y a en particulier urgence à parvenir à des accords sécuritaires et de gouvernance dans les territoires disputés, où le groupe terroriste tire profit du vide politico-sécuritaire pour se reconstituer.

Troisièmement, la stabilisation et la reconstruction du pays, tout comme une véritable réconciliation nationale, restent essentielles à la stabilisation du pays sur le long terme. La France salue à cet égard la signature d'un accord entre le Gouvernement irakien et l'ONU sur la mise en place d'un fonds pour canaliser les contributions à la reconstruction de l'Iraq annoncées à la Conférence internationale du Koweït pour la reconstruction de l'Iraq de février 2018, et nous appelons les autorités irakiennes et tous nos partenaires à mettre en œuvre les engagements qu'ils ont pris lors de cette conférence. Le processus de reconstruction a marqué le pas en 2019 : nous devons travailler à relancer cette dynamique.

Enfin, une attention particulière doit être portée aux zones libérées de Daech, mais également aux conditions nécessaires pour permettre le retour volontaire, sûr et digne des déplacés internes dans leur localité d'origine. Ce processus en faveur de la stabilisation et de la reconstruction, dirigé par les Irakiens pour les Irakiens, est essentiel pour assurer une victoire durable contre le terrorisme et favoriser la réconciliation entre les différentes composantes de la population irakienne. Je me réjouis enfin de l'attention que le Gouvernement irakien souhaite apporter à la lutte contre la corruption et l'invite à redoubler d'efforts en ce sens.

Les partenaires internationaux doivent plus que jamais se tenir aux côtés des autorités irakiennes dans ce contexte. L'appui unanime du Conseil de sécurité aux autorités irakiennes est clef pour accompagner l'Iraq à ce moment charnière. La première visite du Conseil en Iraq en juin a posé un jalon important en ce sens, et au-delà, la communauté internationale doit maintenir

son appui, notamment pour répondre aux besoins humanitaires, de stabilisation et de reconstruction du pays.

Je souhaite également renouveler le soutien de la France au travail de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et de sa Représentante spéciale en appui aux autorités irakiennes, en particulier son action en faveur de la participation active des femmes dans la sphère publique en matière de droits de l'homme et pour favoriser les discussions entre Bagdad et Erbil. Nous souscrivons pleinement aux priorités que la Représentante spéciale a fixées. L'ouverture du Bureau de Mossoul annoncée pour le mois prochain est également une bonne nouvelle.

Pour sa part, et je conclurai là-dessus, la France continuera d'apporter son plein soutien aux autorités irakiennes, d'abord dans le domaine sécuritaire, face à la menace constituée par Daech; ensuite, dans le domaine humanitaire et de la stabilisation, et c'est le sens de notre prêt d'un milliard d'euros en faveur de la reconstruction et de nos actions en faveur du renforcement des institutions étatiques irakiennes; enfin, la France continuera d'agir en faveur d'une réconciliation durable et inclusive. La lutte contre l'impunité en constitue un facteur essentiel et c'est le sens de notre appui à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, dont le mandat sera renouvelé en septembre. Il est également important de faire la lumière sur le sort des personnes disparues, y compris pendant la guerre du Golfe, conformément à la résolution 2107 (2013).

Enfin, je souhaite rappeler que la France organisera cette automne une nouvelle conférence de suivi du Plan d'action de Paris sur les victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient, adopté en 2015.

M. Esono Mbengono (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), M^{me} Hennis-Plasschaert, pour l'exposé très détaillé, clair et complet qu'elle nous a présenté ce matin.

Malgré les progrès qui ont été enregistrés depuis la bonne tenue des élections l'an dernier, la Guinée équatoriale reste préoccupée par les difficultés qui ont retardé la formation du nouveau Gouvernement irakien cette année. Toutefois, dans le dernier rapport du Secrétaire général (S/2019/660), nous prenons bonne note des récentes consultations menées par la classe

politique irakienne, qui ont permis de faire avancer ce processus grâce aux nouvelles nominations aux postes vacants dans presque tous les départements ministériels. Nous espérons que, dans le même esprit de partenariat et de coopération, le ou la Ministre de l'éducation sera nommé(e) très prochainement afin de mener ce processus à son terme.

L'achèvement de la formation du Gouvernement irakien est une étape essentielle pour que le nouvel exécutif puisse accroître la confiance et le soutien que lui accorde le peuple irakien. Le Gouvernement pourra désormais se concentrer pleinement sur la poursuite de son programme visant à améliorer les services de base, à promouvoir la reconstruction et le développement économique et à instaurer un environnement sûr et sécurisé.

Une gestion prudente des recettes et des ressources du pays est essentielle pour soutenir fermement l'approche actuelle adoptée par le pays en matière de développement et éviter la méfiance du peuple irakien. À cet égard, nous nous réjouissons que le Gouvernement irakien continue de prêter attention à la lutte contre la corruption et à l'amélioration de la transparence, comme en témoigne, par exemple, le fait qu'il a informé le public sur la mise en œuvre de son programme. Toutefois, il faudrait continuer à renforcer le Conseil suprême de lutte contre la corruption, qui a un rôle très important à jouer à cet égard.

Nous soulignons la nomination de trois femmes ministres dans le processus de formation du Gouvernement de la Région du Kurdistan, ce qui est une évolution très significative. Nous encourageons donc les dirigeants politiques de la Région du Kurdistan à saisir cette occasion pour pourvoir les quelques départements restants; et à se concentrer sur la mise en œuvre des priorités du Gouvernement de la Région, ainsi que sur l'amélioration de ses relations avec Bagdad, par le biais du processus de dialogue.

En ce qui concerne la situation en matière de sécurité, nous condamnons fermement les attaques asymétriques qui continuent d'être menées par les éléments restants de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) contre la population civile et les forces de sécurité dans diverses parties du pays. Nous félicitons les forces de sécurité irakiennes qui ont mené des opérations de nettoyage à grande échelle dans les zones libérées, arrêtant ou neutralisant les combattants terroristes, désactivant les engins explosifs improvisés et exposant les caches et tunnels d'armes de l'EIIL.

Il importe également de prendre des mesures qui empêcheront les terroristes de retourner dans les endroits déjà libérés, et de créer un environnement sûr pour que les personnes devenues déplacées et réfugiées du fait d'actes terroristes puissent retourner dans leurs foyers en toute sécurité. Les responsables d'atrocités et de crimes terroristes doivent être traduits en justice car, sans justice, une véritable réconciliation risque d'être compliquée. La réintégration des ex-combattants est également une question qui nécessite une analyse approfondie pour trouver une solution définitive à cette question si délicate et si difficile pour toute la région.

La persistance des tensions régionales continue d'être très préoccupante, notamment du fait de leurs incidences potentielles sur l'Iraq. À cet égard, nous encourageons l'Iraq, ses voisins et ses partenaires internationaux à prendre des mesures concrètes et à continuer de régler les problèmes et différends existants dans la région par le dialogue et dans un esprit de respect mutuel et de coopération.

En ce qui concerne le déficit de financement de 335 millions de dollars nécessaire pour mener à bien le Plan d'aide humanitaire et de stabilisation de 701 millions de dollars d'ici à 2019, nous encourageons la communauté internationale à continuer d'appuyer les efforts humanitaires, qui sont très importants pour les plus défavorisés.

En ce qui concerne le dossier des nationaux du Koweït et de pays tiers portés disparus et des biens koweïtiens disparus, nous attendons les résultats des analyses ADN des dépouilles humaines récemment exhumées à Samaoua pour déterminer s'il s'agit bien de celles de Koweïtiens portés disparus. L'exhumation de ces dépouilles est un grand pas en avant et ravive l'espoir de trouver des réponses pour les familles des disparus. Une solution satisfaisante à cette question aurait un effet très positif sur le renforcement des relations entre l'Iraq et le Koweït.

Enfin, je voudrais rendre hommage à la MANUI, et en particulier à sa cheffe, pour les efforts considérables qu'elle a déployés afin d'appuyer les autorités irakiennes dans le cadre du large éventail de projets de réconciliation mis en œuvre dans le pays.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Représentante spéciale Hennis-Plasschaert de son travail et de son exposé.

Grâce aux efforts conjoints de toutes les parties, l'Iraq a pu bénéficier récemment d'une sécurité et

d'une stabilité générales. Des progrès ont été accomplis dans la formation du Gouvernement fédéral et du Gouvernement de la Région du Kurdistan. Les processus de réconciliation nationale et de reconstruction suivent leur cours. Le Conseil a effectué sa première visite en Iraq en juin, confirmant ainsi le ferme appui qu'il apporte à l'Iraq dans le cadre de ses efforts pour assurer le redressement économique, la paix et la stabilité, la réconciliation nationale et la reconstruction. Dans un esprit de respect mutuel, d'égalité, d'avantages réciproques et de coopération gagnant-gagnant, l'Iraq développe des relations amicales avec tous les pays voisins et s'efforce de réduire les tensions régionales. La Chine s'en réjouit.

La Chine se félicite de la remise par l'Iraq des restes humains de Koweïtiens exhumés du site de Samaoua et espère que les deux parties continueront de coopérer étroitement sur cette question. Dans le même temps, l'Iraq se trouve toujours à un moment charnière s'agissant de la consolidation des résultats obtenus dans la lutte contre le terrorisme, de l'instauration de la paix et de la stabilité et de la poursuite de la reconstruction nationale. Toutes les parties doivent respecter pleinement la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iraq et appuyer fermement ses efforts.

Premièrement, il faut continuer d'appuyer les efforts menés par l'Iraq pour consolider ses résultats en matière de lutte contre le terrorisme et préserver sa sécurité nationale. L'Iraq a consenti d'immenses sacrifices dans la lutte internationale contre le terrorisme, mais reste confronté à la menace que font peser les dernières poches de résistance des terroristes. Les efforts doivent se poursuivre en vue de régler la question des personnes déplacées en Iraq, à la lumière des conditions et du processus de reconstruction dans le pays. Le traitement par l'Iraq des combattants terroristes étrangers et des personnes à leur charge mérite d'être solidement appuyé. La communauté internationale doit respecter pleinement la compétence de l'Iraq en la matière et l'aider à traduire les terroristes en justice conformément à son droit interne. L'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes doit mener ses travaux conformément à son mandat et en étroite consultation avec le Gouvernement hôte.

Deuxièmement, l'appui au dialogue politique inclusif et au processus de réconciliation nationale en Iraq doit se poursuivre. La Chine se félicite du

renforcement des relations entre le Gouvernement fédéral iraquien et le Gouvernement de la Région du Kurdistan, attend avec intérêt la conclusion, dans les meilleurs délais, d'un accord sur les recettes pétrolières, la répartition des revenus et les arrangements en matière de sécurité, et salue le rôle constructif que joue la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) à cet égard. La communauté internationale doit appuyer et faciliter la réconciliation sans exclusive et la coexistence harmonieuse de toutes les parties iraqiennes, conformément aux intérêts fondamentaux et aux besoins de développement de tous les Iraquiens. Cela aura également un effet positif sur la paix et la stabilité régionales.

Troisièmement, des efforts vigoureux doivent être faits pour faciliter le redressement économique de l'Iraq et accélérer sa reconstruction. La Chine félicite le Gouvernement iraquien de sa détermination à améliorer l'environnement des affaires afin d'attirer les investissements étrangers, et salue la publication de son premier rapport sur la mise en œuvre du plan national de développement pour la période 2018-2022, qui vise à promouvoir la reconstruction et le développement économiques. La Chine accueille avec satisfaction le mémorandum d'accord signé par la MANUI et le Gouvernement iraquien, portant création du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction et le relèvement de l'Iraq, à l'appui du plan de relèvement et de développement du Gouvernement. La communauté internationale doit s'acquitter de ses engagements et continuer d'accompagner les efforts menés par l'Iraq pour avancer sur une voie de développement compatible avec ses besoins nationaux.

La Chine soutient tous les efforts qui contribuent à maintenir la paix et la stabilité en Iraq et à combattre le terrorisme, et elle est favorable à ce que la MANUI poursuive ses activités conformément à son mandat. La Chine continuera de participer activement à la reconstruction de l'Iraq dans des secteurs tels que l'énergie et les infrastructures, dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route ». Dans la mesure de ses moyens, la Chine fournira une assistance à l'Iraq pour son développement économique et social et l'aidera à instaurer la paix, la stabilité et le développement.

M. Hickey (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Hennis-Plasschaert, de son exposé et de l'excellent travail qu'elle et son

équipe font sur le terrain en Iraq. Elle peut compter sur notre plein appui.

Nous nous félicitons tout particulièrement de l'annonce de la signature d'un mémorandum d'accord entre le Gouvernement iraquien et la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) concernant la création du Fonds d'affectation spéciale destiné à appuyer les efforts de relèvement et de développement du Gouvernement iraquien. Nous saluons également la décision de l'Iraq de contribuer à ce fonds. Il sera important que le nouveau Fonds œuvre en coopération avec le Fonds pour les réformes et la reconstruction en Iraq de la Banque mondiale, afin d'appuyer les priorités de l'Iraq dans ce domaine.

La question de l'Iraq est très différente des autres questions du Moyen-Orient inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Le principal défi pour nous et pour la MANUI est de trouver le meilleur moyen d'aider l'Iraq à reconstruire et à renforcer l'État après la défaite de Daech. Je suis tout à fait d'accord avec toutes les priorités que la Représentante spéciale du Secrétaire général a mentionnées aujourd'hui dans son intervention. J'aimerais en aborder brièvement trois.

Premièrement, la Représentante spéciale a souligné que 1,6 million de personnes restent déplacées en Iraq et qu'elles ont toutes des besoins complexes et urgents. Trouver une solution durable pour ces personnes nous préoccupe tous. Nous nous félicitons du travail accompli par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour aider le Gouvernement iraquien à faciliter le retour volontaire des personnes déplacées. Nous considérons que la fourniture des services de base aux personnes déplacées doit rester une priorité du Gouvernement iraquien ces prochains mois, et la MANUI doit lui apporter son concours. Nous encourageons le Gouvernement iraquien à accélérer la délivrance de papiers d'identité à ces personnes, en particulier à celles qui en sont dépourvues, notamment les enfants.

Deuxièmement, d'autres orateurs ont souligné aujourd'hui la nécessité d'un appareil de sécurité stable et responsable en Iraq, à la fois pour prévenir la résurgence du terrorisme et pour assurer une plus grande sécurité aux Iraquiens qui souhaitent rentrer chez eux. À l'instar des États-Unis, du Pérou et d'autres pays, nous nous félicitons vivement du décret pris par le Premier Ministre Adil Abd Al-Mahdi visant à placer les forces de mobilisation populaire sous le contrôle de l'État. Nous attendons avec intérêt la mise en œuvre de

ce décret. La MANUI doit continuer de mettre l'accent sur la réforme du secteur de la sécurité afin d'appuyer le Gouvernement iraquien, qui doit veiller à ce que les populations sentent que les conditions de sécurité sont réunies pour qu'elles puissent regagner leurs foyers. Le Gouvernement doit aussi garantir que tous les membres des services de sécurité lui rendent des comptes.

Troisièmement, je voudrais évoquer l'importance de la mise en place d'institutions étatiques fortes et indépendantes, qui seront essentielles pour assurer la stabilité future de l'Iraq. Je me félicite en particulier de la priorité accordée par la MANUI à la lutte contre la corruption et, comme d'autres, je note avec satisfaction que les postes des ministres de la défense, de la justice et de l'intérieur ont été pourvus. Il s'agit d'un important pas en avant. Toutefois, nous partageons les préoccupations exprimées aujourd'hui par la quasi-totalité des orateurs quant à l'absence de femmes aux postes ministériels. Nous espérons que la situation changera rapidement et que le Gouvernement iraquien veillera à une représentation aussi large que possible des femmes et des minorités aux postes ministériels.

S'agissant du renforcement des institutions, la Représentante spéciale du Secrétaire général a également évoqué les relations entre Bagdad et le Gouvernement de la Région du Kurdistan. Nous avons accueilli avec satisfaction l'élection de M. Nechirvan Barzani en tant que Président de la Région du Kurdistan, et tout particulièrement la participation du Président Salih à la cérémonie d'investiture. Nous saluons les efforts déployés par le Président Salih et M. Barzani pour régler les questions en suspens, notamment celles relatives aux recettes pétrolières.

Pour en venir brièvement à la question des nationaux et des biens koweïtiens portés disparus, nous accueillons avec une vive satisfaction la bonne nouvelle annoncée aujourd'hui par la Représentante spéciale, concernant l'identification des ressortissants koweïtiens portés disparus grâce à des tests ADN. Nous nous félicitons également de l'appui apporté par la MANUI à ces travaux et de la décision des États-Unis de communiquer leurs analyses d'images satellites aux personnes concernées. Nous sommes convaincus que le Gouvernement iraquien continuera de s'occuper de cette question. Nous attendons avec intérêt les résultats de la 110^e réunion du sous-comité du Comité international de la Croix-Rouge, qui se tiendra le 25 septembre et se penchera sur cette question de la plus haute importance.

Pour terminer, l'Iraq a fait des progrès considérables ces dernières années, tout particulièrement avec la défaite militaire de Daech. Toutefois, l'Iraq demeure confronté à des défis de taille – tant au niveau national que régional – alors qu'il cherche à préserver sa stabilité et son indépendance dans une région marquée par l'instabilité. Par conséquent, il est essentiel que le Conseil et la communauté internationale continuent d'apporter leur appui au Gouvernement iraquien tandis qu'il s'attaque à ces défis et poursuit ses efforts pour permettre au pays de réaliser son énorme potentiel.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord exprimer mes sincères remerciements à la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Jeanine Hennis-Plasschaert, pour son exposé très complet. L'Indonésie voudrait mettre en exergue trois points à la suite de cet exposé.

Premièrement, grâce aux efforts menés et pris en charge par le Gouvernement et le peuple irakiens, avec l'appui des pays de la région et de la communauté internationale, l'Iraq est bien parti pour connaître un avenir démocratique et prospère. La toute première mission du Conseil de sécurité en Iraq, en juin, a démontré l'appui de la communauté internationale aux efforts de relèvement et de réconciliation déployés par le pays après le conflit. L'Indonésie salue également les efforts que déploie activement l'Iraq pour améliorer ses relations avec les pays voisins, ce qui atteste de sa bonne volonté de renforcer le principe de bon voisinage. La coopération régionale joue, en effet, un rôle essentiel dans le développement économique et la stabilité nationale.

Nous sommes convaincus que le Gouvernement iraquien sera en mesure de répondre aux besoins et aux exigences du peuple iraquien, et ce, brique après brique, de la formation du Gouvernement à la lutte contre la corruption, en passant par le renforcement d'un climat propice aux investissements, l'état de droit ou la réforme du secteur de la sécurité. Ces efforts doivent se poursuivre et la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) a un rôle essentiel à jouer à l'appui de ces efforts. Nous tenons à exprimer notre appui indéfectible à la MANUI et à la Représentante spéciale du Secrétaire général. Nous espérons que la formation du Gouvernement sera bientôt achevée et que des femmes seront nommées à des postes de décision de haut niveau.

Deuxièmement, nous sommes conscients des défis complexes liés à la stabilisation et au relèvement

auxquels l'Iraq est confronté. La situation en matière de sécurité demeure précaire, vu que les derniers éléments de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) continuent de mener des attaques contre la population et les forces de sécurité irakiennes. À cet égard, nous appuyons les opérations antiterroristes menées par les forces de sécurité irakiennes, avec le concours de la communauté internationale, pour combattre l'EIIL. Nous appuyons également les travaux menés par l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, en étroite collaboration avec le Gouvernement irakien. Nous soulignons une fois de plus le rôle important que joue la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme et les cellules terroristes.

Par ailleurs, nous appuyons les efforts déployés par le Gouvernement dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité, notamment la publication d'un décret qui place les forces de mobilisation populaire sous le contrôle exclusif de l'État. S'il est mis en œuvre, ce décret permettra au Gouvernement de gérer et de contrôler les stocks d'armes et leur circulation, ce qui devrait se traduire par une amélioration des conditions de sécurité.

Nous sommes également conscients des difficultés auxquelles le Gouvernement irakien se heurte s'agissant de la prise en charge d'environ 1,7 million de personnes déplacées. À cet égard, il importe de continuer à financer le programme d'aide humanitaire et de veiller à ce que cette question continue de figurer parmi les priorités de la communauté internationale.

Troisièmement, en ce qui concerne le rapatriement et le retour de tous les nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus, ou la restitution de leurs dépouilles, nous notons avec satisfaction que le 8 août, les autorités irakiennes ont restitué les dépouilles de citoyens koweïtiens retrouvées à Samaoua. Nous espérons que cela contribuera au processus de deuil des familles de ces personnes. Grâce aux progrès technologiques et aux efforts inlassables du Mécanisme tripartite, ainsi qu'à la bonne volonté des deux Gouvernements de poursuivre leur coopération, nous assistons enfin à une percée notable sur ce dossier important. Nous saluons en outre les efforts que continue de déployer la MANUI à cet égard. Nous encourageons le Gouvernement irakien à poursuivre sa coopération constructive avec les parties concernées pour régler les questions en suspens.

M. Mabhongo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous voudrions tout d'abord remercier la Représentante spéciale et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), M^{me} Jeanine Hennis-Plasschaert, de son exposé détaillé de ce matin. Nous voudrions aborder les trois points suivants dans notre déclaration d'aujourd'hui : la situation politique, la situation en matière de sécurité et la situation des femmes et des enfants.

En ce qui concerne la situation politique, l'Afrique du Sud appuie le mandat de la MANUI, qui s'emploie à renforcer le Gouvernement irakien et les processus électoraux à venir. Nous nous félicitons également de la nomination des Ministres de la justice, de la défense et de l'intérieur. Cela montre bien que l'Iraq est en train d'asseoir sa démocratie, en dépit des difficultés politiques auxquels il se heurte.

L'Afrique du Sud appuie les efforts en faveur de la mise en place d'un gouvernement inclusif dont les structures de gouvernance réuniront toutes les composantes de la société irakienne. La réconciliation et l'unité nationales en Iraq sont essentielles pour éviter des divisions qui pourraient porter préjudice aux politiques et actions du Gouvernement à l'avenir. Nous voudrions exhorter le Gouvernement irakien et le Gouvernement de la Région du Kurdistan à accroître leur coopération afin d'améliorer le climat de paix et de stabilité en Iraq. Cela serait bénéfique à plusieurs secteurs de la société, notamment pour ce qui est des efforts de reconstruction et de la prestation de services à la population irakienne.

S'agissant de la situation en matière de sécurité, nous estimons que la paix et la sécurité sont indispensables pour permettre à l'Iraq de développer son infrastructure, de développer son économie et de fournir des services de base à tous ses citoyens. À cet égard, l'Afrique du Sud est favorable à la pleine consolidation du contrôle de l'armée irakienne sur son territoire et se félicite de l'appui dont le Gouvernement continue de bénéficier dans le cadre de ses efforts pour éliminer la menace que représente Daech.

Troisièmement, en ce qui concerne la situation des femmes et des enfants, nous prenons note de l'amélioration constatée – selon un rapport publié récemment par l'UNICEF – s'agissant du nombre de personnes déplacées. Nous estimons qu'il s'agit d'une évolution positive qui montre que l'Iraq est en train de se remettre des années de conflit et d'instabilité. Nous voudrions également suggérer qu'il soit fait appel à la

Commission de consolidation de la paix pour appuyer les efforts déployés par le Gouvernement, notamment en matière de renforcement des institutions ainsi que dans le cadre des efforts de reconstruction et de développement après le conflit.

Pour terminer, nous notons avec une vive satisfaction l'engagement des Gouvernements koweïtien et iraquien, dans le cadre de leurs efforts conjoints soutenus, à retrouver les nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus, ainsi que les biens koweïtiens disparus. Nous nous félicitons de l'évolution positive de la situation à cet égard, telle que décrite dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/632). Nous espérons que les deux pays pourront collaborer avec les institutions compétentes des Nations Unies pour régler toutes les questions en suspens dans ce domaine.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous tenons à remercier M^{me} Jeanine Hennis-Plasschaert de son exposé très utile.

La Fédération de Russie a toujours préconisé le renforcement de la stabilité et de la sécurité en République d'Iraq. Nous estimons que le rôle principal dans ce processus revient au Gouvernement et au peuple irakiens. Les nouvelles autorités irakiennes ont encore beaucoup à faire pour consolider la dynamique positive sur le plan politique. À cet égard, nous saluons les mesures prises dans le cadre du processus de formation du Gouvernement iraquien, notamment les nominations récentes à des postes ministériels clefs. Nous espérons que ce processus sera bientôt achevé. Nous sommes convaincus que cela contribuera à la résolution de toutes les divergences politiques internes.

Nous constatons que les autorités irakiennes mettent l'accent sur la modernisation du secteur financier et l'amélioration du climat d'investissement dans le pays. Nous sommes d'avis que le renforcement de la stabilité en Iraq est d'une importance cruciale pour l'ensemble de la région du Moyen-Orient. C'est pourquoi nous jugeons essentiel que la communauté internationale appuie les efforts des autorités pour reconstruire l'économie et développer le secteur social et l'agriculture. Nous prenons note du rôle joué par la MANUI pour aider les autorités nationales à adopter une approche ciblée en matière de réconciliation nationale et pour reconstruire l'économie du pays.

Nous saluons avec enthousiasme la politique cohérente de Bagdad, qui consiste à maintenir des relations de bon voisinage avec ses partenaires

régionaux. Nous prenons note en particulier des efforts déployés par les Irakiens et les Koweïtiens pour rétablir la justice en ce qui concerne ce que nous appelons le dossier iraquio-koweïtien.

Nous notons qu'il importe de déployer des efforts soutenus pour régler les différends existants entre les divers groupes ethniques et religieux en Iraq, et de renforcer l'unité du peuple iraquien et l'intégrité de l'État. À cet égard, nous nous félicitons du dialogue en cours visant à établir une compréhension mutuelle entre Bagdad et Erbil. Nous sommes convaincus que l'amélioration de ces relations aidera l'Iraq à renforcer sa sécurité, ce qui est d'autant plus important que les problèmes de sécurité persistent.

Nous voulons voir disparaître les menaces que représentent l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et le terrorisme en général. Pour relever efficacement ce défi, une coordination aussi large que possible des efforts de lutte contre le terrorisme est nécessaire. Nous sommes également convaincus qu'il faut que toutes les parties prenantes participent à la lutte contre le terrorisme en Iraq, respectent la souveraineté du Gouvernement iraquien et coordonnent leurs initiatives avec Bagdad. Ces initiatives doivent être conformes aux objectifs fixés : lutter contre le terrorisme et aider le Gouvernement iraquien à stabiliser la situation.

Nous suivons de près le processus de renforcement des forces armées irakiennes, notamment l'intégration des forces de mobilisation populaire pour assurer la sécurité dans le pays.

La Fédération de Russie continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour appuyer les efforts déployés par le Gouvernement iraquien afin de reprendre le contrôle de tous les territoires saisis par l'EIIL, et pour garantir l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Iraq. Par ailleurs, nous ne pouvons qu'être préoccupés par les répercussions négatives de l'escalade dans la région du golfe Persique sur la conclusion d'un accord intra-iraquien. Les tentatives faites pour plonger le pays dans un affrontement artificiel avec la République islamique d'Iran sont contre-productives et déstabilisent plus encore la situation déjà fragile dans le pays. La communauté internationale ferait bien d'éviter un tel scénario. Nous ne pouvons permettre qu'une autre expérience géopolitique, d'où qu'elle vienne, compromette les avancées durement obtenues dans la lutte contre le terrorisme.

Au cours d'une réunion tenue à Moscou, en juillet dernier, entre le Ministre russe des affaires étrangères, M. Lavrov, et M^{me} Hennis-Plasschaert, la nécessité de régler toutes les crises par la voie du dialogue et au moyen d'efforts collectifs a été réaffirmée. À cet égard, nous tenons à préciser que nous sommes ouverts à une coopération sur cette base avec tous les partenaires régionaux et internationaux intéressés, dans le cadre de notre plan de sécurité collective dans le golfe Persique. En outre, nous considérons que nos efforts s'inscrivent dans le droit fil du mandat qui a été confié au Secrétaire général, qui consiste à promouvoir des mesures de confiance dans la région conformément à la résolution 598 (1987).

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Pologne.

Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale de son exposé détaillé et exprimer notre gratitude à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq pour le travail remarquable qu'elle accomplit à l'appui des autorités irakiennes.

La Pologne se félicite que de nouveaux progrès aient été faits dans la formation du Gouvernement, avec la nomination des Ministres de l'intérieur, de la défense et de la justice, et encourage les partis politiques irakiens à poursuivre leur engagement positif afin d'achever le processus dans un avenir proche et de faire en sorte que les femmes participent à tous les niveaux des processus décisionnels. Nous nous félicitons également des progrès accomplis sur le plan de la formation du Gouvernement de la Région du Kurdistan. Nous jugeons encourageante la poursuite du dialogue entre Bagdad et Erbil dans le but de régler les différends qui subsistent.

Nous saluons vivement les efforts déployés par les autorités irakiennes pour rétablir la stabilité et la prospérité dans le pays. Nous nous félicitons notamment qu'elles continuent de mettre l'accent sur la lutte contre la corruption et sur la recherche des moyens de créer un environnement plus favorable aux entreprises et aux investissements. Nous encourageons le Gouvernement irakien à faire de nouveaux progrès à cet égard dans l'intérêt de tous les Irakiens.

S'agissant des problèmes de sécurité, nous nous félicitons vivement de la décision du Gouvernement irakien de placer les forces de mobilisation populaire sous le contrôle effectif de l'État. Nous considérons qu'il s'agit là d'une étape importante sur la voie d'une

réforme du secteur de la sécurité visant à rendre à l'État la responsabilité exclusive de la sécurité dans le pays. Il sera capital de mettre effectivement en œuvre cette décision et de garantir l'application du principe de responsabilité en cas de non-respect du décret. En outre, nous demeurons préoccupés par la poursuite des activités des cellules de Daech dans de nombreuses provinces, qui constituent toujours une menace considérable pour la sécurité.

Après des années de conflit, le chemin menant à la stabilisation et à la réconciliation en Iraq demandera du temps, de vastes réformes et la mise en place d'institutions étatiques solides. Nous estimons qu'il est essentiel de répondre aux besoins de tous les Irakiens, y compris les femmes, les jeunes et les membres de tous les groupes religieux et ethniques, notamment en donnant la priorité à la prestation des services publics de base et en créant des possibilités d'emploi.

De plus, il est de la plus haute importance de faire progresser la stabilisation et la reconstruction dans les zones reprises à Daech. La reconstruction des infrastructures endommagées et le rétablissement d'une administration, d'une sécurité et de services publics efficaces sont indispensables pour créer les conditions propices au retour volontaire, en toute sécurité et dans la dignité, des personnes déplacées, ainsi qu'à leur intégration locale ou à leur réinstallation. Il est également essentiel que les personnes déplacées soient traitées de manière non discriminatoire, quelle que soit l'affiliation dont on les soupçonne, et qu'elles reçoivent l'assistance dont elles ont besoin.

Pour terminer, je voudrais souligner la nécessité d'appuyer l'Iraq dans ses efforts visant à rétablir la stabilité après des années de conflit, dans le plein respect de son unité, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je donne la parole au représentant de l'Iraq.

M. Fatah (Iraq) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, Madame la Présidente, d'avoir conduit les travaux du Conseil avec sagesse pendant le mois d'août. En outre, je voudrais remercier de son exposé la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI).

Au nom du Gouvernement iraquien, je remercie les délégations des États-Unis d'Amérique et du Koweït frère d'avoir organisé la visite régionale de la mission du Conseil de sécurité dans plusieurs villes du Koweït et à Bagdad. Il s'agissait de la première visite de cette nature, et elle a témoigné de la volonté ferme de la communauté internationale d'appuyer la stabilité, la prospérité, la souveraineté, l'indépendance et la sécurité de l'Iraq. Elle a marqué une nouvelle page de l'histoire du pays et rassuré le monde quant aux intentions de l'Iraq et du Koweït, qui souhaitent établir des relations de bon voisinage et résoudre les crises dans la région par des moyens politiques et diplomatiques.

Nous remercions aussi la Représentante spéciale Hennis-Plasschaert des efforts qu'elle a consentis avec son équipe pour garantir le bon déroulement de la visite. Nous la remercions également de travailler en étroite collaboration avec les autorités irakiennes dans le cadre de l'accomplissement de son mandat, conformément à la résolution 2470 (2019), et d'aider l'Iraq et le Koweït à mettre en œuvre la résolution 2107 (2013).

Ce que les villes irakiennes connaissent aujourd'hui démontre que les Irakiens partagent un objectif commun, à savoir la volonté de vivre dans la liberté et la dignité et d'avoir un gouvernement qui sert ses citoyens et leur fournit des services. Compte tenu des circonstances et du potentiel disponible, il existe un fort espoir que le Gouvernement de mon pays parviendra à atteindre les objectifs du programme gouvernemental pour la période 2018-2022, dont la mise en œuvre nécessite des réformes économiques structurelles en vue de mobiliser les ressources de l'Iraq et de les mettre au service du peuple iraquien.

Les défis les plus importants auxquels l'Iraq est aujourd'hui confronté sont la réforme économique, le soutien au statut et aux droits des femmes, la protection et le renforcement des droits de la personne et l'élimination du chômage. Les plus grands défis se situent dans les domaines de la sécurité et du développement social. Toutes ces réformes exigent cependant un environnement économique stable. L'Iraq est un pays qui mérite de vivre en sécurité et d'être à même de réaliser les aspirations de son peuple, surtout après la guerre qu'il a menée contre le terrorisme. Dernièrement, le Gouvernement iraquien a été en mesure de prendre les mesures suivantes.

Grâce à la nomination des Ministres de l'intérieur, de la défense et de la justice par la Chambre des députés, qui choisit les ministres avec un haut degré de professionnalisme et d'expérience, le Cabinet est

désormais formé. Ses membres ont prêté leur serment constitutionnel le 24 juin. C'est le résultat d'une intégration et d'une coordination considérables entre les trois présidences.

L'Iraq en général, et les provinces qui ont été libérées de l'emprise de Daech en particulier, ont vu leur sécurité et leur stabilité s'améliorer. Toutes les routes de Bagdad qui étaient fermées depuis 2003 ont été rouvertes. En outre, le 1^{er} juillet, le Premier Ministre a publié le décret exécutif 237, qui restructure les forces de mobilisation populaire, réglemente leurs opérations militaires et instaure un mandat visant à renforcer la stabilité et l'autorité de l'État et à garantir que les armes sont strictement en possession de l'État. Dans ce contexte, les factions volontaires ont fait part de leur intention de se conformer au décret exécutif et d'appliquer tous les ordres donnés par le commandant des forces armées. Toutes les factions qui opèrent en marge de la loi et utilisent le drapeau des forces de mobilisation populaire à des fins illégales auront des comptes à rendre.

Le Conseil suprême de lutte contre la corruption a mis en place une stratégie nationale de lutte contre la corruption en Iraq, notamment en établissant un indice national d'intégrité, avec la participation des diverses composantes irakiennes et des organisations de la société civile, ainsi qu'en mettant en place des mécanismes efficaces et exécutables.

En outre, les relations entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan, qui s'emploient actuellement à résoudre les questions en suspens par des moyens constitutionnels, ont avancé dans le bon sens. Il y a eu plus d'une série de pourparlers entre les représentants des deux Gouvernements, à Bagdad et à Erbil, au cours desquels les deux parties ont convenu d'une série de mesures économiques, agricoles et financières, dont la plus importante est la normalisation des procédures administratives à tous les postes frontières irakiens, notamment ceux situés dans la province du Kurdistan, et la reprise des exportations de pétrole de Kirkouk vers le port turc de Ceyhan.

L'Iraq a présenté son premier rapport dans le cadre de la procédure d'examen national volontaire lors du forum politique de haut niveau tenu à New York le mois dernier. Il résume l'expérience de l'Iraq dans la mise en œuvre du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. Par ailleurs, le Gouvernement iraquien, avec l'appui de ses partenaires, a élaboré de nouvelles stratégies et de nouveaux plans pour faire face aux difficultés que pose le passage d'une situation de

crise à une économie propice au développement durable. Il a également élaboré un plan national de développement et une stratégie de réduction de la pauvreté ciblant les couches les plus vulnérables de la société, en particulier dans les zones les plus reculées et défavorisées, ainsi qu'un plan de reconstruction et de développement pour la période 2018-2027. Le Gouvernement a également participé à l'élaboration d'un plan « Vision 2030 », conformément au Programme de développement durable à et à ses 17 objectifs.

La défaite de l'organisation terroriste Daech a sans aucun doute été un énorme défi et une victoire importante pour les forces armées irakiennes, notamment l'armée, la police, les peshmergas et les forces de mobilisation populaire, qui ont combattu côte à côte pour débarrasser l'Iraq de cette « saleté » d'organisation criminelle. À cet égard, nous sommes reconnaissants de l'aide de nos alliés de la coalition internationale dirigée par les États-Unis. Notre tâche consiste maintenant à intensifier nos efforts pour nous attaquer au legs de cette organisation terroriste et à établir un plan de travail pour prendre soin des enfants qu'elle a recrutés et des enfants nés d'un viol, ainsi que des combattants terroristes étrangers, des épouses, des veuves et des enfants de terroristes, des femmes et des victimes de viols commis par des terroristes. En outre, nous devons redoubler d'efforts pour parvenir à la stabilité dans les zones libérées autrefois occupées par les terroristes de Daech. Nous devons également remédier à la tragédie des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

À cette fin, nous devons nous attaquer aux problèmes de sécurité et de droits de l'homme liés au retour en Iraq d'éléments terroristes et de leurs familles. Toutefois, nous devons souligner que ce problème n'est pas seulement un problème irakien; il s'agit plutôt d'un problème qui touche tout le monde dans la région et au-delà. Si cette question est mal gérée, nous risquons de créer un terrain fertile pour une nouvelle génération de terroristes. Nous devons donc éliminer le danger inhérent au mouvement de centaines de femmes de Daech capables d'attirer et de recruter de nouveaux combattants. Daech compte parmi les organisations terroristes qui ont le mieux réussi à compter sur les femmes dans leurs rangs pour mener leurs opérations et diffuser leur idéologie extrémiste. La présence d'éléments féminins dans les camps et les prisons irakiens est un lourd fardeau qui dépasse de loin la capacité du Gouvernement irakien de faire face au problème. La communauté internationale, les organisations internationales et le Haut-Commissariat

des Nations Unies pour les réfugiés ont donc une responsabilité à cet égard. Il ne s'agit pas seulement de fournir une assistance médicale, de la nourriture et de l'eau, mais aussi de maintenir la sécurité et de limiter la propagation de l'idéologie extrémiste de Daech.

À cet égard, nous demandons à la communauté internationale de respecter pleinement la souveraineté et la juridiction de l'Iraq et d'appuyer les efforts que le pays déploie pour tenir ces terroristes responsables et les traduire en justice, conformément aux lois locales pertinentes, afin d'enrayer le retour et la propagation des activités terroristes. Les institutions judiciaires irakiennes appliqueront les garanties d'une procédure régulière en toute transparence et professionnalisme à l'égard des personnes inculpées ou reconnues coupables d'appartenance à Daech, que ce soit au stade de l'enquête ou pendant les procès et le prononcé des peines. Les institutions judiciaires irakiennes fournissent aux détenus et aux condamnés étrangers l'assistance nécessaire pour contacter leurs ambassades en Iraq. À cet égard, nous appelons les gouvernements des pays concernés à élaborer une réponse globale au rapatriement de leurs citoyens, à les juger devant les tribunaux nationaux et à collaborer avec les organismes compétents pour le retour des enfants associés à Daech.

Les forces irakiennes chargées de libérer les villes ont renvoyé les terroristes et leurs familles à des organes d'enquête spécialisés pour déterminer leur statut de citoyen et leur numéro d'identification afin de compléter leur dossier d'enquête, et ce, après que ces éléments avaient détruit tous leurs documents d'identité avant d'entrer en Iraq. Cela leur permettrait ensuite de se présenter devant les tribunaux irakiens pour être jugés de manière transparente et équitable et conformément aux lois irakiennes en vigueur qui criminalisent et punissent les personnes qui ont commis des crimes terroristes, notamment la loi no 118 de 1978 sur les résidents étrangers, la loi no 13 de 2005 contre le terrorisme et la loi no 111 de 1969 du Code pénal irakien modifié.

Les enfants des familles du groupe terroriste Daech sont divisés en deux catégories. La première est celle des mineurs, qui sont soumis aux lois en vigueur s'il est prouvé qu'ils ont appartenu à un groupe terroriste ou participé à ses activités. Une fois condamnés, ils sont envoyés dans des foyers de réhabilitation et des écoles. Les enfants n'ayant pas atteint l'âge de la responsabilité pénale constituent la deuxième catégorie. Après

vérification de leur citoyenneté, ces enfants sont remis à l'ambassade de leur pays pour être rapatriés.

Étant donné sa nature délicate, ce travail exige de la précision. Il demande également un examen exhaustif du statut et de la citoyenneté des familles et des enfants de Daech, examen qui doit être suivi de la détermination de leur statut juridique spécifique. Ils sont ensuite dirigés vers les organes irakiens spécialisés travaillant en coordination avec le Ministère des affaires étrangères, qui assure la liaison entre les organes irakiens spécialisés et les ambassades étrangères, tant en Iraq qu'à l'étranger.

Grâce à ces efforts, l'Iraq a renvoyé un certain nombre d'enfants dans leur pays d'origine, notamment en Russie, au Tadjikistan, au Bélarus, en Géorgie, en Finlande, en Ukraine et en Turquie. Au 10 juillet, 473 enfants avaient été rapatriés. L'Iraq exhorte les autres ambassades, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, à accueillir leurs citoyens, notamment les femmes et les mineurs, qui ont purgé leur peine ou qui n'ont pas atteint l'âge de la responsabilité pénale.

En ce qui concerne l'aide aux personnes déplacées, le Ministère des migrations et des personnes déplacées a octroyé des primes de rapatriement aux personnes déplacées se trouvant dans les zones libérées, et continue de mettre en œuvre des mesures de réconciliation sociale dans les zones où elles résident. Nous poursuivons également résolument la reconstruction des villes libérées, qui avaient été détruites par l'organisation terroriste Daech.

Mon gouvernement veut envoyer un message clair à nos pays voisins, à savoir que la stabilité et la prospérité de l'Iraq sont dans notre intérêt à tous. L'heure est venue pour la région d'avoir une vision commune pour parvenir à la prospérité économique. Les chances de succès de l'Iraq sont réelles, mais elles sont en péril. C'est pourquoi l'Iraq ne peut tolérer davantage de tension ni d'escalade dans la région. Le Gouvernement de mon pays entend développer pleinement ses relations avec ses voisins arabes.

Nous attachons également de l'importance à nos relations avec l'Iran, avec lequel nous partageons une frontière longue de 1 400 kilomètres. Nous entretenons de nombreux liens économiques et sociaux avec l'Iran, et il est dans notre intérêt national de renforcer nos liens avec lui.

Il en va de même de notre voisin turc, au nord. Il ne fait aucun doute que la Turquie est importante d'un point

de vue géopolitique et économique, malgré ses violations continues du territoire irakien. Mon gouvernement a émis pas moins de 54 lettres de protestation demandant l'arrêt immédiat des bombardements turcs contre le territoire irakien et exigeant le respect de la souveraineté de l'Iraq. À cet égard, je voudrais confirmer que mon pays est déterminé à défendre son indépendance et sa souveraineté. En retour, le territoire irakien ne sera pas utilisé pour menacer la sécurité des pays voisins.

Je tiens à remercier les États membres de la Commission tripartite de nous avoir fourni des images satellitaires, qui revêtent une importance vitale. À cela s'ajoutent les efforts du Ministère irakien de la défense, les récits de témoins, l'analyse des images fournies par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les coordonnées GPS qui nous ont permis de trouver les sites indiqués par le Koweït et de découvrir 46 dépouilles non identifiées à Samaoua. Après avoir effectué les analyses ADN nécessaires sur ces dépouilles, il a été établi que 32 d'entre elles appartenaient à des Koweïtiens disparus. Le Gouvernement irakien a restitué ces dépouilles au Koweït le 8 août. Je voudrais également remercier l'ONU, qui a fourni au Comité une technologie moderne, notamment des géoradars, pour aider les Irakiens et les Koweïtiens à découvrir des sites d'inhumation potentiels. Il s'agit d'un pas dans la bonne direction pour clore cet important dossier humanitaire.

Par ailleurs, environ 162 000 livres, qui appartenaient à l'Université du Koweït et à la Bibliothèque nationale de l'État du Koweït, ont été retrouvés. Le Ministère irakien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en coopération avec le Ministère irakien des affaires étrangères, a récupéré ces ouvrages sur divers marchés, dans des librairies et auprès de citoyens. Le Ministère des affaires étrangères a supervisé l'emballage et le transport de 42 000 livres qui ont été expédiés hier à bord d'un avion militaire C130 de l'armée de l'air irakienne. Ils ont été remis à la partie koweïtienne aujourd'hui, 28 août, en présence du Sous-secrétaire du Ministère irakien des affaires étrangères, M. Hazzim Al-Youssifi, Chef du Comité des archives chargé de la recherche des biens et archives koweïtiens, et d'un représentant de l'ONU. Le reste des livres sera retourné par lots dans un proche avenir afin que nous puissions enfin clore ce dossier.

En ce qui concerne les Irakiens portés disparus, nous suivons attentivement tous les faits nouveaux importants qui s'y rapportent et essayons de déterminer les sites d'inhumation des soldats irakiens au Koweït.

La découverte de leurs dépouilles permettrait d'apaiser les souffrances des familles des soldats irakiens portés disparus depuis la guerre du Golfe de 1991. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par les trois membres du Comité pour analyser les images satellitaires afin de localiser très précisément les sites d'inhumation. Nous remercions également le CICR de nous avoir fourni une liste complète des coordonnées de ces sites, qui sera recoupée avec les coordonnées satellitaires. Nous attendons avec intérêt de connaître aussi rapidement que possible le sort des dépouilles de ces soldats. Les mesures nécessaires qui auront été prises à cet égard et les résultats obtenus seront inclus dans le rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la résolution 2107 (2013).

Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'engagement de mon pays à édifier un Iraq prospère, en coordination et en coopération avec la communauté internationale, en vue d'éliminer le fléau du terrorisme et d'accélérer le processus de reconstruction, de sorte que nous puissions réaliser les objectifs du développement durable et mettre en oeuvre les décisions relevant du programme d'action du Gouvernement conformément aux lois nationales en vigueur.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autres oratrices ou orateurs inscrits sur ma liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à midi.